

*L'ajournement*

● (1800)

Je pense qu'il pourrait être nuisible de créer un groupe de travail en ce moment. De nombreuses autres activités déjà amorcées pourront nous permettre tout aussi bien d'atteindre l'objectif visé. Nous pouvons parler d'activités comme la gestion intégrée de la lutte antiparasitaire.

Monsieur le Président, j'ai maintenant terminé.

**M. le vice-président:** L'heure consacrée à l'examen des affaires émanant des députés est maintenant terminée.

[Français]

Conformément à l'article 42 (1) du Règlement, l'ordre est rayé du Feuilleton.

**MOTION D'AJOURNEMENT**

[Traduction]

L'ajournement est proposé d'office en conformité de l'article 66 du Règlement.

L'ENVIRONNEMENT A) LES SOMMES AFFECTÉES PAR LES ÉTATS-UNIS À LA LUTTE CONTRE LES PLUIES ACIDES B) LES ÉMISSIONS DE DIOXYDE DE SOUFRE

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Vous vous rappelez sans doute, monsieur le Président, que le 28 octobre, j'ai posé au ministre de l'Environnement la question suivante, simple et directe: combien d'argent les États-Unis ont-ils dépensé depuis mars dernier pour réduire, je dis bien réduire, les pluies acides, à la suite du rapport des envoyés spéciaux? Le ministre m'a répondu que les États-Unis avaient dépensé 400 millions de dollars dans le cadre de neuf projets importants. Le ministre de l'Environnement se trompait, comme il s'est trompé le 19 mars dernier en affirmant à la Chambre, selon la page 11657 du hansard, que le président américain s'était

... engagé à dépenser des centaines de millions de dollars en vue de réduire les pluies acides aux États-Unis.

Le ministre a donné à deux reprises à la Chambre des renseignements erronés. Le 28 octobre, il a parlé de 400 millions de dollars alors qu'il s'agissait de 360 millions. Or, cette somme ne concerne pas la réduction des pluies acides à la suite du rapport des deux envoyés spéciaux, rapport que le premier ministre (M. Mulroney) du Canada et le président des États-Unis ont adopté. Le ministre faisait plutôt allusion aux 360 millions de dollars destinés à la démonstration et à la commercialisation de la technologie, dans le cadre d'un programme d'épuration du charbon adopté par le Congrès américain en décembre 1985. Il ne s'agit donc pas du tout d'un programme américain de réduction des pluies acides, qui serait bénéfique au Canada.

J'espère que le secrétaire parlementaire saura faire la part des choses, aujourd'hui, et donner à la Chambre la réponse que le ministre a voulu éviter le 28 octobre dernier. Les députés méritent qu'on réponde franchement à cette question toute simple. Quelle a été, en kilogrammes, la réduction de SO<sub>2</sub> à la suite de l'accord que les dirigeants des deux pays ont conclu en mars dernier? Voilà ce que nous voulons savoir. Nous ne sommes pas intéressés à entendre parler du programme d'épuration du charbon. Celui-ci relève du Congrès américain. Qu'a-t-

on accompli depuis le mois de mars? Je reviens à la charge parce que le ministre de l'Environnement nous a maintes fois donné de l'espoir au cours de la période des questions à la Chambre, en nous fournissant des réponses qui se sont révélées fausses ou nettement trompeuses.

Pendant que se déroulent ces échanges et cette période de questions et de réponses très insatisfaisante, les conséquences financières des pluies acides sont de plus en plus lourdes sur plusieurs fronts. Je n'apprends rien au secrétaire parlementaire en lui rappelant qu'un comité a parlé cet après-midi du coût énorme et sans cesse croissant des pluies acides pour les producteurs de sirop d'érable. Il s'élevait à quelque 87 millions de dollars rien qu'en 1986, selon l'Union des producteurs agricoles.

● (1805)

Il ne faut pas oublier, non plus, l'incidence néfaste des pluies acides sur la croissance des forêts. Cette pollution coûte cher également aux propriétaires de motels et à l'industrie touristique. Songeons aux dépenses publiques qu'entraînent les maladies respiratoires et les traitements en milieu hospitalier lorsque la pollution atmosphérique atteint un certain seuil. Il y a l'érosion des immeubles et des charpentes par les pluies acides. Les aires de frai du saumon dans l'est du Canada n'échappent pas à ce fléau. Et il ne faut pas oublier évidemment le coût phénoménal des pluies acides dans le domaine de la pêche sportive et industrielle, sans compter ses conséquences sur des lieux de villégiature comme la région de Muskoka, actuellement aux prises avec le problème de l'acidification. Le gouvernement était très fier du rapport Envoy qui devait résoudre le problème des pluies acides et des émissions quotidiennes de SO<sub>2</sub> qui nous viennent de l'autre côté de la frontière à raison de 26 millions de tonnes et plus par année. Je voulais par conséquent que le gouvernement nous dise ce que cette entente avait donné de bon jusqu'ici. Je lui ai simplement posé la question suivante: Combien d'argent les États-Unis ont-ils débouqué pour abaisser le niveau des pluies acides depuis mars et de combien a-t-on réduit les émissions de dioxyde de soufre qui sont la cause des pluies acides et qui traversent la frontière, compromettant à la fois notre économie et notre environnement? Cette question est toujours d'actualité aujourd'hui, et j'espère que le secrétaire parlementaire jouera franc jeu avec nous.

**Mme Pauline Browes (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je réponds à cette question importante. Le député peut être sûr que la secrétaire parlementaire répondra franchement à toutes ses questions et à celles de tous les députés.

L'approbation du rapport des envoyés spéciaux sur les pluies acides par le premier ministre (M. Mulroney) et le président Reagan en mars 1986 ne représentait pas l'étape finale de la solution conjointe à notre problème commun des pluies acides. Il établissait plutôt une base et un processus que les deux pays peuvent utiliser en vue d'atteindre leur objectif ultime, qui est de résoudre une fois pour toutes le problème de la pollution atmosphérique transfrontière.